

Accord professionnel

INTERMITTENTS DU SPECTACLE

Avenant n° 2 du 20 février 2020

à l'accord du 25 septembre 2014
relatif aux modalités d'accès à la formation professionnelle
tout au long de la vie

NOR : ASET2050739M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNEP ;
SNES ;
SYNDEAC ;
USPA ;
SIRTI ;
SPFA ;
SYNPASE ;
FICAM ;
SNSP ;
ACCeS ;
FESAC ;
SPI ;
PRODISS ;
API ;
SNRL ;
SPECT ;
UPC ;
PROFEDIM ;
SMSP ;
Forces Musicales ;
SCÈNES,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SNTPCT ;
UNSA spectacle ;

**SAMUP ;
FCCS CFE-CGC ;
F3C CFDT ;
CFTC Media + ;
FNSSCAAC CGT ;
FASACP FO ;
FCS CFTC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Suite à la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives dans les différentes branches du spectacle sont convenues de signer le présent avenant à l'accord inter-branché du 25 septembre 2014 relatif aux modalités d'accès à la formation professionnelle tout au long de la vie pour les salariés intermittents du spectacle.

L'objet de cet avenant est de déterminer les modalités d'alimentation du compte personnel de formation (CPF) des salariés intermittents du spectacle, étant rappelé que les employeurs de salariés intermittents du spectacle s'acquittent d'une cotisation égale à 0,35 % au titre du CPF desdits salariés.

Les partenaires sociaux conviennent ainsi des dispositions suivantes :

Article 1^{er} | Modalités d'alimentation du CPF

L'article 1.4.2 de l'accord susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le temps de travail réalisé par les salariés intermittents du spectacle forme un tout indivisible pour la détermination de l'alimentation annuelle du compte personnel de formation.

Le compte sera alimenté selon les modalités suivantes :

- pour le technicien du spectacle enregistré : 500 € seront inscrits au CPF du salarié lorsque celui-ci aura effectué 100 jours de travail sur une année civile ;
- pour le technicien du spectacle vivant : 500 € seront inscrits au CPF du salarié lorsque celui-ci aura effectué 100 jours de travail sur une année civile ;
- pour l'artiste tel que visé à l'article L. 7121-2 du code du travail, dont le metteur en scène et le réalisateur : 500 € seront inscrits au CPF du salarié lorsque celui-ci aura effectué 70 jours de travail ou cachets sur une année civile ; un cachet est retenu pour un jour de travail.

Pour les durées d'emploi inférieures à celles indiquées ci-dessus, le montant des droits acquis est calculé *pro rata temporis* et arrondi au nombre entier le plus proche. Le montant des droits acquis chaque année est plafonné à 500 € par an.

Conformément à l'article L. 6323-11-1 du code du travail, pour le salarié qui n'a pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme classé au niveau V, un titre professionnel enregistré et classé au niveau V du répertoire national des certifications professionnelles ou une certification reconnue par une convention collective nationale de branche, l'alimentation du compte se fait à hauteur d'un montant annuel de 800 € et d'un plafond de 8 000 €.

Des aménagements spécifiques et un système d'échanges de données sont mis en place entre l'opérateur de compétences et l'organisme chargé d'assurer la gestion du "système national d'information du compte personnel de formation", pour comptabiliser les droits et permettre leur gestion pour les salariés intermittents du spectacle dans le cadre du CPF. »

Article 2 | Dispositions types pour les entreprises de moins de 50 salariés

Dans le cadre des articles L. 2261-23-1 et L. 2232-10-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont examiné l'opportunité de prévoir des dispositions types pour les entreprises de moins de 50 salariés et considèrent que les dispositions du présent avenant intègrent déjà les particularités de ces entreprises.

Article 3 | Durée, dépôt et demande d'extension

Le présent avenant entre en vigueur au jour de sa signature et est conclu pour la même durée que l'accord du 25 septembre 2014 qu'il modifie.

Il sera notifié, publié et déposé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris le 20 février 2020.

(Suivent les signatures.)